



Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Distr. générale
7 octobre 2016
Français
Original : anglais
Anglais, espagnol, français
et russe seulement

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

Quatre-vingt-onzième session

21 novembre-9 décembre 2016

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

**Examen des rapports, observations et renseignements soumis
par les États parties en application de l'article 9 de la Convention**

Liste de thèmes concernant les huitième à onzième rapports périodiques du Turkménistan

Note du rapporteur de pays

1. À sa soixante-seizième session (A/65/18, par. 85), le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a décidé que le rapporteur de pays ferait parvenir à l'État partie concerné une courte liste de thèmes en vue de guider et de structurer le dialogue entre la délégation de l'État partie et le Comité pendant l'examen du rapport de l'État partie. On trouvera ci-après une liste de thèmes non exhaustive, d'autres questions pouvant être traitées au cours du dialogue. Cette liste n'appelle pas de réponses écrites.

La Convention dans le droit interne et le cadre institutionnel et politique de sa mise en œuvre (art. 1, 2, 4, 6 et 7)

2. Informations sur les efforts déployés pour rendre la définition de la discrimination raciale dans la législation nationale pleinement conforme à la Convention, en particulier en vue d'interdire la discrimination raciale fondée sur la couleur, l'ascendance, la nationalité ou l'origine ethnique (CERD/C/TKM/8-11, par. 25 et 28).

3. Informations actualisées sur la révision de la Constitution entreprise en mai 2013 (le nouveau projet de constitution), en particulier sur les aspects qui touchent à la Convention (CERD/C/TKM/8-11, par. 15, 16, 75 et 78).

4. Renseignements détaillés sur les affaires dans lesquelles la législation donnant effet aux dispositions de la Convention a été appliquée par les tribunaux nationaux, notamment des données sur le nombre de plaintes pour discrimination raciale enregistrées, de poursuites engagées contre les auteurs de tels faits et de déclarations de culpabilité prononcées, ainsi que sur les réparations accordées aux victimes (CERD/C/TKM/8-11, par. 214 à 216 ; CERD/C/TKM/CO/6-7, par. 11).

5. Renseignements à jour et détaillés sur les mesures prises pour faire en sorte que l'article 177 du Code pénal soit conforme à l'article 4 de la Convention (CERD/C/TKM/8-11, par. 119 ; CERD/C/TKM/CO/6-7, par. 15 et 16). Informations et indicateurs

GE.16-17220 (F) 191016 311016



* 1 6 1 7 2 2 0 *

Merci de recycler



sur les effets des mesures législatives prises pour empêcher les discours de haine visant des minorités, notamment de la part d'agents publics et de responsables politiques (CERD/C/TKM/CO/6-7, par. 12).

6. Informations à jour sur la création d'une institution nationale des droits de l'homme indépendante conformément aux principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris), et sur le projet de loi portant sur la création d'un poste de médiateur pour les droits de l'homme (CERD/C/TKM/8-11, par. 103 à 105 ; CERD/C/TKM/CO/6-7, par. 24).

7. Renseignements à jour et détaillés sur les formations et les ateliers sur les droits de l'homme, la prévention de la discrimination raciale et les droits consacrés par la Convention organisés à l'intention des représentants des organes chargés de faire respecter la loi, des organismes publics, des services des administrations locales et d'associations, ainsi que sur les effets de ces formations sur la situation des minorités ethniques et ethnoreligieuses (CERD/C/TKM/8-11, par. 296 à 301).

Situation des minorités ethniques (art. 2 à 7)

8. Données démographiques sur la composition ethnique de la population. Informations relatives à l'exercice des droits économiques et sociaux par les groupes ethniques, et à la représentation des minorités ethniques dans les institutions publiques et étatiques (CERD/C/TKM/8-11, par. 267 ; CERD/C/TKM/CO/6-7, par. 9).

9. Données statistiques à jour sur la population carcérale ventilées par âge, sexe, origine ethnique et infraction.

10. Informations sur la mise en œuvre du droit des minorités ethniques d'accéder à la justice, notamment aux tribunaux et aux mécanismes de plainte. Informations statistiques actualisées sur les affaires montrant qu'une victime de discrimination raciale a eu la possibilité d'exercer un recours judiciaire (CERD/C/TKM/8-11, par. 206 ; CERD/C/TKM/CO/6-7, par. 22).

11. Informations sur la prévention de la discrimination fondée sur l'appartenance ethnique ou la langue, notamment en ce qui concerne l'emploi dans le service public, et informations sur toute mesure spéciale adoptée en faveur de l'emploi des personnes appartenant à une minorité ethnique dans le public et le privé (CERD/C/TKM/8-11, par. 106 à 111).

12. Informations sur la mise en œuvre du droit de choisir une langue, notamment dans le domaine de l'enseignement ou pour communiquer avec l'administration et les services publics, et sur la promotion des langues ethniques. (CERD/C/TKM/8-11, par. 41 à 50).

13. Renseignements complémentaires sur la situation des groupes ethniques minoritaires, les femmes et les enfants appartenant à une minorité ethnique et le groupe minoritaire baloutchi en ce qui concerne l'accès à l'éducation, à des soins de santé adéquats et au logement (CERD/C/TKM/8-11, par. 62 et 72 ; CERD/C/TKM/CO/6-7, par. 20).

14. Informations à jour sur les mesures prises pour protéger l'identité culturelle et ethnique des minorités ethniques et en garantir le respect, et sur les effets de ces mesures (CERD/C/TKM/8-11, par. 193).

15. Informations sur les mesures mises en œuvre pour empêcher que les minorités ethniques et ethnoreligieuses, notamment les journalistes et les militants des droits de l'homme issus de ces groupes, ne soient ciblés et soumis à des arrestations arbitraires, à la détention et à la torture, comme ce serait le cas.

16. Informations sur la situation des minorités ethniques et ethnoreligieuses, y compris des précisions sur les informations faisant état de harcèlement et de confiscation de matériel religieux. Informations sur la loi qui restreint les activités des groupes religieux non enregistrés, et sur ses incidences sur les groupes ethniques et ethnoreligieux. Informations sur les mesures prises pour protéger et promouvoir le droit à la liberté de religion (CERD/C/TKM/CO/6-7, par. 10).

17. Informations sur les cas signalés de déplacements forcés de certains groupes ethniques minoritaires.

Situation des non-ressortissants, notamment les apatrides, les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile (art. 5 et 7)

18. Données statistiques sur le nombre d'apatrides, de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile dans l'État partie.

19. Informations sur la situation des non-ressortissants, notamment les apatrides, les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile, notamment en ce qui concerne l'accès à l'éducation, au logement, aux soins de santé et à l'emploi (CERD/C/TKM/8-11, par. 82).

20. Renseignements à jour sur les mesures prises pour réduire et prévenir l'apatridie, et sur les effets de ces mesures (CERD/C/TKM/8-11, par. 130 à 137).

21. Informations sur la situation dans l'État partie des personnes qui auparavant possédaient une double nationalité, en particulier en ce qui concerne l'accès à la citoyenneté, aux services juridiques en vue d'obtenir la nationalité et aux services de base (CERD/C/TKM/8-11, par. 145).

22. Informations sur les cas de refoulement de demandeurs d'asile et de réfugiés (CERD/C/TKM/8-11, par. 121 et 122).
